

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 21 novembre 1996, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat et l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat", a donné le 11 décembre 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 21 november 1996 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State en het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State", heeft op 11 december 1996 het volgende advies gegeven :

Observations générales.

1. Le projet à l'examen est connexe au projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat, qui est d'ailleurs visé au préambule du présent projet et sur lequel la section de législation a donné son avis le 29 octobre 1996 (projet L. 25.621/2).

A ce jour, on ne connaît pas encore le texte définitif et officiel de l'arrêté modifiant celui du 5 décembre 1991, lequel n'a pas encore été publié au Moniteur belge et ne le sera vraisemblablement, selon les renseignements communiqués au Conseil d'Etat, qu'avec l'arrêté en projet qui fait l'objet du présent rapport.

Il appartiendra aux auteurs de ces deux projets de veiller à ce que les réformes contenues dans ceux-ci se combinent de manière harmonieuse.

Pour sa part, la section de législation ne pourra avoir égard, dans l'avis qu'elle est à présent appelée à donner, au texte du projet L. 25.621/2 que dans la version qui était la sienne lorsqu'il a été transmis au Conseil d'Etat.

2. Trois des principales modifications que contient le projet d'arrêté à l'examen consistent à soumettre la requête en suspension au paiement de la taxe prévue par l'article 70 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948, à

.../...

différer le paiement de la taxe sur la requête en annulation jusqu'au moment du dépôt de la demande de poursuite de la procédure et à faire liquider tous les dépens par l'arrêt qui statue sur la requête en annulation.

Un tel système implique, pour être efficace, que soient préalablement définies, avec précision, les conséquences qui s'attachent au défaut de paiement de la taxe au moment du dépôt de l'acte de procédure qui la rend exigible.

L'article 96 du règlement d'ordre intérieur arrêté par l'assemblée générale du Conseil d'Etat et approuvé par l'arrêté du Régent du 15 avril 1949 dispose que :

"Les demandes prévues par les articles 7, 9 et 10 de la loi ne sont portées au rôle par le greffier qu'après constatation du paiement des droits y afférents" (1).

Si cette disposition n'est manifestement plus adaptée au texte actuel des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, elle demeure en vigueur et un arrêt récent en a encore fait application (2). Il s'ensuit qu'actuellement une

(1) Il s'agit des articles 11, 14 et 16 des lois coordonnées du 12 janvier 1973.

(2) Arrêt STEPPE, n° 53.328, du 17 mai 1995 : "Considérant que la requête n'est pas revêtue des timbres fiscaux requis par les articles 70 et 71 du règlement général de procédure; que c'est en méconnaissance de l'article 96 du règlement d'ordre intérieur du Conseil d'Etat, approuvé par l'arrêté du Régent du 15 avril 1949, que l'affaire a été inscrite au rôle; que la nullité de cette inscription doit être constatée d'office et l'affaire rayée du rôle."

requête en annulation n'est pas enrôlée tant que la taxe n'est pas payée, que cette requête soit ou non accompagnée d'une demande de suspension, qui, elle, évidemment est toujours, de lege lata, instruite puisqu'elle ne donne pas lieu au paiement de la taxe.

Dès lors que les dépens tant de la suspension que de l'annulation sont liquidés dans l'arrêt relatif à la requête en annulation, il ne serait pas logique, lorsqu'une demande de suspension et une requête en annulation sont introduites, d'attendre (le cas échéant, indéfiniment), pour enrôler et instruire la seconde, que les timbres soient apposés sur la demande de poursuite de la procédure. En l'absence de celle-ci, une procédure accélérée doit être diligentée; un sort identique pourrait être réservé à la demande de poursuite de la procédure qui n'est pas timbrée dans le délai prescrit pour l'introduction de cette demande.

Les solutions suivantes sont dès lors proposées :

- a) la demande de suspension n'est pas enrôlée tant que la taxe à laquelle elle donne lieu n'est pas payée;
- b) lorsqu'une demande de suspension est introduite et lorsque la taxe est acquittée pour la demande de suspension, la requête en annulation est toujours enrôlée, sous le même numéro que la requête en suspension; la procédure en annulation est poursuivie dans tous les cas; s'il n'y a pas de demande de poursuite de la procédure ou si celle-ci n'est pas timbrée, on applique la procédure accélérée: le paiement de la taxe

.../...

lors de la demande de poursuite de la procédure devient une condition de recevabilité de cette demande;

- c) une requête en annulation est introduite sans demande de suspension; elle n'est pas enrôlée tant que la taxe n'est pas payée.

Les première et troisième solutions (a et c) sont dictées par le souci d'éviter de mettre inutilement en oeuvre des procédures dans des affaires qui, à défaut de paiement de la taxe, ne donneront jamais lieu à un arrêt statuant au fond sur les mérites de la requête.

Dans un souci de sécurité juridique, il est indispensable que le projet énonce expressément ces trois règles. S'agissant partiellement d'un problème de recevabilité (b)), elles doivent, formant un ensemble indissociable, figurer toutes les trois dans l'arrêté du Régent du 23 août 1948.

3. La loi du 4 août 1996 et ses arrêtés d'exécution sont de nature à multiplier les cas dans lesquels l'affaire sera close par un arrêt dont le dispositif se borne à accueillir un désistement présumé ou constatant l'absence de l'intérêt requis (article 17, § 4ter, article 21, alinéas 2 et 6, des lois coordonnées), qui s'ajoutent à ceux qui se bornent à déclarer qu'il n'y a plus lieu à statuer, notamment en cas de retrait de l'acte attaqué.

.../...

Afin d'alléger le travail du greffe et de diminuer les frais de fonctionnement de celui-ci, les arrêts qui accueillent un désistement exprès ou présumé, qui constatent l'absence de l'intérêt requis par application de l'article 17, 4ter, et de l'article 21, alinéa 2, des lois coordonnées, ou qui se bornent à déclarer qu'il n'y a plus lieu de statuer pourraient ne plus être notifiés sous pli recommandé à la poste avec accusé de réception.

Dans ces hypothèses, la notification pourrait être remplacée par l'envoi d'une copie libre de l'arrêt sous pli ordinaire; il y aurait lieu dans ce cas de modifier l'article 36 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948.

*

*

*

Observations particulières.

Intitulé.

L'intitulé du projet est fort long et son énoncé ne révèle pas l'objet précis des réformes envisagées.

Il serait préférable de le remplacer par l'intitulé suivant: "Projet d'arrêté royal relatif à la taxe due sur les requêtes en annulation et en suspension introduites devant le Conseil d'Etat".

.../...

Préambule.

Alinéa 1er.

Dans la mesure où l'arrêté en projet étend l'application des taxes au référé administratif, mieux vaut également viser au préambule l'alinéa 1er de l'article 30 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il vient d'être modifié par l'article 20 de la loi du 4 août 1996, pour, précisément, permettre au Roi d'étendre les droits de timbre au référé administratif. On propose même de viser l'article 30 dans son ensemble. On écrira dès lors :

"Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 30, modifié par les lois des 17 octobre 1990 et 4 août 1996;"

Alinéa 2.

L'article 9 de l'arrêté royal du 15 juillet 1956 a remplacé l'article 68 de l'arrêté du Régent et l'article 7 de l'arrêté royal du 31 décembre 1968 a remplacé l'article 78 de l'arrêté du Régent. Mieux vaut, dès lors, en ce qui concerne ces dispositions, remplacer le mot "modifié" par le mot "remplacé".

.../...

Alinéa 3.

Les articles 15bis et 15ter de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 ne constituent pas le fondement légal de l'arrêté en projet et ne sont pas modifiés par ce dernier. En outre, ils ne sont pas encore entrés en vigueur. Par contre, l'article 6 de ce même arrêté est abrogé par l'arrêté en projet. Selon l'usage, on écrira :

"Vu l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat, notamment l'article 6;"

Alinéa 4.

Mieux vaut écrire :

"Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, ...".

Alinéa 6 nouveau.

Il est opportun que le préambule mentionne que le projet a été délibéré en Conseil des ministres. On écrira :

"Vu la délibération en Conseil des ministres du 8 novembre 1996;"

.../...

Alinéa 6, devenant l'alinéa 7.

Il faut écrire :

"Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 11 décembre 1996 en application de l'article 84, alinéa 1er, 1º, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;".

Dispositif.

Article 1er.

1. Mieux vaut écrire au liminaire :

"... du Conseil d'Etat, remplacé par l'arrêté royal du 15 juillet 1956, ...".

2. L'article 1er du projet tend à compléter l'article 68 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 par l'alinéa suivant :

"Lorsqu'il est fait application de l'article 70, § 1er, alinéa 2, l'arrêt du Conseil d'Etat liquide à la fois les dépens de la demande de suspension et ceux de la requête en annulation et se prononce sur la contribution au paiement de ceux-ci au moment où il statue sur la requête en annulation".

.../...

L'intention des auteurs du projet est que l'ensemble des dépens, liés tant à la demande de suspension qu'à la requête en annulation, soient mis à la charge de la partie qui succombe au fond. Par exemple, si la requête est rejetée, ces dépens seront à la charge du requérant même si auparavant la suspension de l'exécution de l'acte attaqué avait été ordonnée. Cette règle mériterait d'être énoncée explicitement dans l'arrêté en projet.

Cet objectif rend évidemment impossible l'adoption d'une règle - d'ailleurs consacrée par l'article 3 - plus simple qui consiste à liquider les dépens de la suspension dans l'arrêt qui statue sur la requête en suspension et à les mettre à la charge de la partie qui succombe en référé.

Ceci étant précisé, il serait plus clair de remplacer l'expression "Lorsqu'il est fait application de l'article 70, § 1er, alinéa 2", par : "Lorsque la suspension de l'exécution de l'acte ou du règlement d'une autorité administrative est demandée". Les dépens doivent en effet également être liquidés lorsqu'une demande de poursuite de la procédure n'a pas été introduite.

3. Dans un certain nombre d'hypothèses, la requête en suspension ne sera pas suivie d'un arrêt par lequel il est statué sur la requête en annulation.

Si la suspension et les autres mesures provisoires qui auraient été ordonnées avant l'introduction de la requête en annulation doivent être levées si aucune requête

.../...

en annulation n'a été introduite dans le délai prévu par le règlement de procédure (1), il faut avoir égard aux cas dans lesquels ce délai n'a, pour une raison ou une autre, jamais commencé à courir (2):

- si la suspension a été ordonnée et s'il n'y a pas de demande de poursuite de la procédure, on n'imagine pas que l'annulation puisse être décidée, sur la base de l'article 17, § 4bis, des lois coordonnées, en l'absence de requête poursuivant cette fin;
- si la suspension a été ordonnée et si la poursuite de la procédure est demandée, l'absence de requête en annulation paralyse la procédure en annulation;
- il en va de même si la suspension est rejetée et si une demande de poursuite de la procédure est régulièrement introduite;
- si la suspension est rejetée et si aucune demande de poursuite de la procédure est introduite, il paraît difficile de considérer, par application de l'article 17, § 4ter, des lois coordonnées, que le requérant est présumé se désister d'une instance qu'il n'a pas encore engagée à défaut d'avoir introduit une requête en annulation.

(1) Article 17, § 3, alinéa 3, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

(2) Arrêts GYAMFI et BADU, n° 47.829, du 9 juin 1994, et SAVELLI, n° 60.326, du 19 juin 1996.

Dans ces quatre hypothèses, la taxe que la partie requérante a payée pour la demande de suspension restera, de facto, à sa charge. Mais il ne dépend que d'elle d'éviter cette conséquence en introduisant une requête en annulation.

Dans la deuxième hypothèse, on peut aboutir à une suspension indéfinie de la décision administrative alors même que la partie adverse a demandé la poursuite de la procédure. Ici aussi il existe une issue : il appartient à la partie adverse de publier ou notifier régulièrement l'acte suspendu pour faire courir le délai de recours en annulation. On peut même concevoir que cette notification soit l'oeuvre de l'auditeur chargé d'instruire l'affaire (1).

En tout état de cause, il faudrait compléter le projet afin de prévoir que se prononcent sur la contribution aux dépens non seulement l'arrêt qui statue sur la requête en annulation, mais aussi l'arrêt qui lève la suspension en l'absence de requête en annulation (lorsque le délai de recours a pris cours et est expiré).

Article 2.

1. Selon l'usage de mentionner au liminaire toutes les modifications, expresses et en vigueur, déjà subies par la disposition modifiée et ce par simple indication de la nature et de la date du texte modificatif, mieux vaut écrire :

(1) Arrêt LEB0IS, n° 33.736, du 10 janvier 1990.

"Art. 2. A l'article 70 du même arrêté, modifié par les arrêtés des 5 septembre 1952, 17 novembre 1955, 31 décembre 1968 et 24 mars 1983, sont apportées les modifications suivantes :".

2. L'article 2, 1^o, a, du projet tend à modifier l'article 70, § 1er, de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 en vue d'augmenter le montant de la taxe qui serait porté de 4.000 francs à 7.000 francs.

Afin d'éviter d'aggraver des discriminations injustifiées, l'occasion pourrait être mise à profit pour vérifier s'il convient de maintenir l'existence d'un certain nombre de procédures qui bénéficient, sans raison apparente, de la gratuité. Il en va ainsi particulièrement des procédures entrant dans le champ d'application de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances dont l'article 8, § 7, exclut l'application de l'article 70 de l'arrêté du Régent.

D'un autre côté, en légistique, s'appelle liminaire, "la proposition introductive qui désigne le texte à modifier et annonce la nature de la modification" (1); il en va de même, en néerlandais de l'expression "inleidende volzin" (2).

(1) Traité de légistique formelle, page 63.

(2) *ibid.*, page 62.

Le terme "liminaire" ("inleidende zin") ne peut donc pas servir à désigner la première phrase du texte modifié et doit donc être omis.

3. L'article 2, 1^o, c, du projet, tend à ajouter un second alinéa dans le premier paragraphe de l'article 70 de l'arrêté du Régent afin de régler l'hypothèse où la suspension de l'exécution d'un acte ou d'un règlement est demandée; cette disposition a uniquement trait au paiement de la taxe, à l'exclusion de la contribution aux dépens.

Le principe retenu par les auteurs du projet est que, dans cette hypothèse, la taxe relative à la requête en annulation est payée au moment du dépôt de la demande de poursuite de la procédure par la partie qui demande la poursuite de la procédure.

S'agissant de la taxe relative à la requête en annulation, elle devra, en vertu de l'article 70, § 3, de l'arrêté du Régent du 23 août 1948, être payée autant de fois qu'il y a de requérants, même si elle doit être acquittée par la partie adverse ou par la personne qui a intérêt à la solution de l'affaire. En revanche, elle ne doit être payée qu'une seule fois pour chaque requérant même s'il y a plusieurs parties adverses qui demandent ou peuvent demander la poursuite de la procédure.

Il serait utile, dans un souci de sécurité juridique, que l'arrêté en projet énonce explicitement ces règles.

.../...

4. En vertu de l'article 68, alinéa 2, de l'arrêté du Régent du 23 août 1948, que le projet à l'examen ne tend pas à modifier, la taxe est "liquidée" en débet lorsque la demande ou le recours est introduit "par l'Etat, par une province, par une commune ou par un établissement public".

Il ressort des explications données par le délégué du ministre que cette disposition est applicable à la demande de poursuite de la procédure que la partie adverse, autorité administrative, dépose à la suite d'un arrêt ayant ordonné la suspension; la taxe sera dans ce cas liquidée en débet.

Pour rappel, "les taxes liquidées en débet sont avancées par l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines, et portées en dépenses dans les comptes à la charge du budget du ministère de l'Intérieur" (1).

Si cette solution est adoptée, il conviendrait que le projet rappelle expressément l'application de l'article 68, alinéa 2, dans l'hypothèse considérée. Il serait également opportun que le texte de cet article soit adapté aux réformes institutionnelles, même si actuellement il n'est pas interprété dans un sens littéral.

(1) C. LAMBOTTE, La procédure devant le Conseil d'Etat, Nemesis, 1987, page 248.

5. La circonstance que la taxe sur la requête en annulation n'est payée qu'au moment de la demande de poursuite de la procédure ne saurait raisonnablement justifier que le Conseil d'Etat soit dorénavant empêché, lorsqu'il est saisi d'une demande de suspension et d'une requête en annulation, de faire application des articles 93 ou 94 du règlement général de procédure pendant le cours de la procédure de suspension. Le délégué du ministre a confirmé cette application.

Dans un souci de sécurité juridique, il conviendrait que le projet soit complété afin de régler, dans ce sens, cette hypothèse et afin de préciser que la procédure est ici diligentée sans que la requête en annulation donne lieu au paiement de la taxe qui a déjà été acquittée sur la demande de suspension, puisqu'il n'y aura pas de demande de poursuite de la procédure.

6. Il est également utile de prévoir expressément que le Conseil d'Etat puisse statuer par un seul et même arrêt sur la demande de suspension et sur la requête en annulation, sans qu'il y ait lieu à demande de poursuite de la procédure et donc de taxe payée à cette occasion, lorsque dans le cours de la procédure de suspension, le requérant se désiste ou lorsque l'acte attaqué est retiré et qu'il n'y a plus lieu de statuer.

7. Les corrections suivantes doivent être apportées au texte de l'alinéa examiné :

.../...

- l'adverbe "immédiatement" est à insérer entre les mots "la taxe fixée à l'alinéa 1er, 2º, n'est" et "payée que pour...";
- la référence à l'article 15bis de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 doit être complétée par l'indication de l'article 15ter du même arrêté;
- les mots "est à charge de la partie qui demande la poursuite de la procédure", qui évoquent un problème de contribution aux dépens, doivent être remplacés par l'expression "est acquittée par la personne (1) qui demande la poursuite de la procédure".

Il est également nécessaire de préciser que lorsque, dans une requête collective en annulation, un des requérants en annulation ne figure pas parmi ceux qui ont demandé la suspension et n'a donc pas acquitté la taxe due pour cette demande, cette personne doit, sous peine d'irrecevabilité, payer immédiatement, sur la requête en annulation, la taxe due pour cette dernière requête.

8. L'article 2, 2º, du projet vise à augmenter la taxe à laquelle donne lieu la requête en intervention.

(1) Dans l'hypothèse prévue par l'article 17, § 4bis, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, modifiées par la loi du 4 août 1996, la demande de poursuite de la procédure peut être demandée par celui qui a intérêt à la solution de l'affaire, cette personne pouvant ne pas avoir la qualité de partie litigante.

Comme la personne qui a intérêt à la solution de l'affaire doit, si elle souhaite intervenir volontairement dans la procédure en suspension et dans la procédure en annulation, déposer deux requêtes en intervention, une pour chaque procédure, elle sera amenée à payer, dans cette hypothèse, deux fois la taxe de 5.000 francs.

Un problème surgit lorsque la suspension est accordée et lorsque cette personne craint que la partie adverse s'abstienne de demander la poursuite de la procédure. Par application de l'article 70, § 1er, alinéa 2, en projet, elle aura à acquitter une nouvelle taxe de 7.000 francs, correspondant à la taxe due pour la requête en annulation, montant multiplié, le cas échéant, par le nombre de requérants.

La personne qui souhaite intervenir dans les procédures en suspension et en annulation et qui désire demander la poursuite de la procédure, devra donc payer un montant minimal de 17.000 francs. Ce montant pourra être plus élevé : s'il y a cinq requérants, il sera ainsi de 45.000 francs.

Une telle situation, qui porte atteinte au droit d'une personne intéressée d'intervenir efficacement dans le procès, paraît discriminatoire. Cette conséquence peut être évitée en prévoyant que la taxe qui doit être payée, lors de la demande de poursuite de la procédure, par la personne ayant intérêt à la solution de l'affaire, est également liquidée en débet, comme c'est le cas pour la partie adverse à la carence de laquelle l'intéressé veut remédier.

.../...

Article 3.

1. Selon l'usage, mieux vaut écrire le liminaire ainsi :

"Art. 3. A l'article 71 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 31 décembre 1968, sont apportées les modifications suivantes :".

2. Au 1^o, il faut lire : "Les taxes visées à l'article précédent ...".

3. L'article 3, 1^o, du projet tend à modifier l'article 71 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948. L'alinéa 3 de la disposition en projet tend à régler l'hypothèse de la demande de suspension invoquant l'extrême urgence; il appelle les observations suivantes :

- Le texte ne prévoit pas le cas où, dans une procédure de suspension d'extrême urgence, la requête en intervention est introduite à l'audience au cours de laquelle il sera statué sur la demande de suspension; la disposition devrait préciser comment la taxe sera acquittée dans ce cas.
- L'utilisation du verbe "statuer" pour l'hypothèse où l'arrêt refuse la suspension provisoire indique que celui-ci se prononce définitivement sur la contribution aux dépens, à l'exclusion donc ici de l'arrêt relatif à

.../...

la requête en annulation. En revanche, rien n'est prévu pour le cas où l'arrêt refuse de confirmer une suspension provisoirement ordonnée.

- Il n'est pas exact d'énoncer que "le greffier en chef est chargé du recouvrement de ceux-ci (les dépens), conformément à l'article 69, alinéa 2, si la taxe (...)", dès lors qu'en vertu de cette dernière disposition, le rôle du greffier se borne à transmettre une copie de l'arrêt et un relevé des sommes à recouvrer au receveur de l'enregistrement et des domaines.

4. Au 2º, mieux vaut écrire : "A l'alinéa 3 qui devient l'alinéa 5, les mots ...".

Article 4.

1. Selon l'usage, mieux vaut écrire le liminaire ainsi :

"Art. 4. A l'article 78 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du 31 décembre 1968, les mots ...".

2. La référence à l'article 18 doit être supprimée dès lors que l'introduction d'une demande de mesures provisoires ne donne pas lieu au paiement de la taxe.

.../...

3. Le rapport au Roi explique que l'un des objets de la disposition en projet est de remplacer la référence à la loi du 23 décembre 1946 par un renvoi aux articles des lois coordonnées du 12 janvier 1973.

Par identité de motifs, une semblable adaptation devrait être apportée à l'article 67 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948.

Observation finale.

Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

Algemene opmerkingen.

1. Het ontwerp dat in studie is, houdt verband met het ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State, waarnaar trouwens wordt verwezen in de aanhef van dit ontwerp en waarover de afdeling wetgeving op 29 oktober 1996 advies gegeven heeft (ontwerp L. 25.621/2).

Tot dusver kent men nog niet de definitieve en officiële tekst van het besluit tot wijziging van dat van 5 december 1991, welk besluit nog niet is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad en naar alle waarschijnlijkheid, naar aan de Raad van State is medegedeeld, eerst samen met het ontworpen besluit dat in dit advies aan de orde is, zal worden bekendgemaakt.

De stellers van de beide ontwerpen zullen erop moeten toezien dat de hervormingen die vervat zijn in die ontwerpen met elkaar harmoniëren.

De afdeling wetgeving kan harerzijds in het advies dat zij nu dient te verstrekken, met de tekst van het ontwerp L. 25.621/2 slechts rekening houden in de versie die destijds aan de Raad van State is toegestuurd.

2. Drie van de essentiële wijzigingen die het onderzochte ontworpen besluit bevat bestaan hierin dat voor het verzoekschrift tot schorsing het recht moet worden betaald

.../...

waarin artikel 70 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 voorziet, dat de betaling van het recht op het verzoekschrift tot nietigverklaring wordt uitgesteld totdat het verzoek tot voortzetting van de rechtspleging is ingediend en dat alle kosten moeten worden begroot door het arrest waarbij uitspraak wordt gedaan over het beroep tot nietigverklaring.

Wil zo'n regeling doeltreffend zijn, dan moeten de gevolgen die verbonden zijn aan de ontstentenis van betaling van het recht bij het indienen van het processtuk waardoor het recht opeisbaar wordt, vooraf nauwkeurig omschreven worden.

Artikel 96 van het reglement van orde, vastgesteld door de algemene vergadering van de Raad van State en goedgekeurd bij het besluit van de Regent van 15 april 1949, luidt als volgt :

"De aanvragen voorzien bij de artikelen 7, 9 en 10 van de wet worden door de griffier slechts op de rol gebracht na vaststelling van de betaling der rechten er toe horende" (1).

Hoewel die bepaling kennelijk niet meer is aangepast aan de huidige tekst van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, blijft zij gelding hebben en is zij nog

(1) Het betreft de artikelen 11, 14 en 16 van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973.

toegepast in een recent arrest (1). Daaruit volgt dat een verzoekschrift tot nietigverklaring thans niet op de rol wordt gebracht zolang het recht niet is betaald, ongeacht of dat verzoekschrift al dan niet vergezeld gaat van een vordering tot schorsing die, de lege lata, natuurlijk wel steeds behandeld wordt aangezien daarvoor geen recht hoeft te worden betaald.

Als de kosten van zowel de schorsing als de nietigverklaring begroot worden in het arrest waarmee uitspraak wordt gedaan over het beroep tot nietigverklaring, zou het niet logisch zijn, wanneer een vordering tot schorsing en een beroep tot nietigverklaring ingesteld zijn, voor het op de rol brengen en het behandelen van het beroep tot nietigverklaring (in voorkomend geval, tot in het oneindige) te wachten tot de zegels aangebracht zijn op het verzoek tot voortzetting van de rechtspleging. Bij ontstentenis van dat verzoek moet een versnelde rechtspleging naarstig worden vervolgd; een zelfde lot zou het verzoek tot voortzetting van de rechtspleging ten deel kunnen vallen waarop geen zegels zijn aangebracht binnen de termijn voorgeschreven voor het indienen van dat verzoek.

(1) Arrest STEPPE, nr. 53.328, van 17 mei 1995 : "Overwegende dat op het verzoekschrift niet de bij de artikelen 70 en 71 van de algemene procedureregeling voorgeschreven fiscale zegels zijn aangebracht; dat de zaak op de rol is ingeschreven met veronachtzaming van artikel 96 van het reglement van orde van de Raad van State, goedgekeurd bij het besluit van de Regent van 15 april 1949; dat de nietigheid van de inschrijving ambtshalve moet worden vastgesteld en de zaak van de rol moet worden afgevoerd".

De volgende oplossingen worden derhalve voorgesteld :

- a) de vordering tot schorsing wordt niet op de rol gebracht zolang het verschuldigde recht niet betaald is;
- b) wanneer een vordering tot schorsing wordt ingediend en wanneer het recht wordt gekweten voor de vordering tot schorsing, wordt het verzoekschrift tot nietigverklaring steeds op de rol gebracht, onder hetzelfde nummer als de vordering tot schorsing; de rechtspleging tot nietigverklaring wordt in alle gevallen voortgezet; is er geen verzoek tot voortzetting van de rechtspleging of zijn op dat verzoek geen zegels aangebracht, dan wordt de versnelde rechtspleging toegepast : de betaling van het recht bij de indiening van het verzoek tot voortzetting van de rechtspleging wordt een voorwaarde voor de ontvankelijkheid van dat verzoek;
- c) een verzoekschrift tot nietigverklaring wordt ingediend zonder vordering tot schorsing; het wordt niet op de rol gebracht zolang het recht niet is betaald.

De eerste en de derde oplossing (a en c) worden ingegeven door het streven te voorkomen dat onnodig rechtsplegingen in gang worden gezet in zaken waarin, bij ontstentenis van betaling van het recht, nooit een arrest zal worden gewezen waarbij ten gronde uitspraak wordt gedaan over de gegrondheid van het beroep.

.../...

Ter wille van de rechtszekerheid is het volstrekt noodzakelijk dat die drie regels uitdrukkelijk in het ontwerp geformuleerd worden. Aangezien het gedeeltelijk om een probleem van ontvankelijkheid gaat (b)), moeten zij, doordat zij een onlosmakelijk geheel vormen, alle drie opgenomen worden in het besluit van de Regent van 23 augustus 1948.

3. Als gevolg van de wet van 4 augustus 1996 en de uitvoeringsbesluiten ervan zullen de gevallen toenemen waarin de zaak zal worden afgesloten met een arrest waarvan het dictum zich ertoe bepaalt een vermoede afstand in te willigen of waarin het ontbreken van het vereiste belang wordt vastgesteld (artikel 17, § 4ter, artikel 21, tweede en zesde lid, van de gecoördineerde wetten), naast de zaken die afgedaan worden met de verklaring dat er geen grond meer is om uitspraak te doen, bepaaldelijk in geval van intrekking van de bestreden handeling.

Een mogelijkheid om het werk van de griffie minder omslachtig te maken en de werkingskosten ervan te verminderen, bestaat erin de arresten die een uitdrukkelijke of vermoede afstand inwilligen, die het ontbreken van het vereiste belang vaststellen met toepassing van artikel 17, § 4ter, en van artikel 21, tweede lid, van de gecoördineerde wetten, of die zich ertoe bepalen te verklaren dat er geen grond meer is om uitspraak te doen, niet meer ter kennis te brengen bij een ter post aangetekende brief met ontvangstmelding.

.../...

In die gevallen zou de kennisgeving kunnen worden vervangen door de toezending van een ongezegeld afschrift van het arrest bij gewone brief; alsdan zou artikel 36 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 moeten worden gewijzigd.

*
* *

Bijzondere opmerkingen.

Opschrift.

Het opschrift van het ontwerp is vrij lang en geeft niet het precieze onderwerp aan van de voorgenomen hervormingen.

Het zou verkieslijk zijn het opschrift als volgt te stellen : "Ontwerp van koninklijk besluit betreffende het recht verschuldigd voor de bij de Raad van State ingediende verzoekschriften tot nietigverklaring en tot schorsing".

Aanhef.

Eerste lid.

Inzoverre het ontworpen besluit de toepassing van de rechten uitbreidt tot het administratief kort geding, zou het verkieslijk zijn in de aanhef eveneens te verwijzen naar

.../...

artikel 30, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het recentelijk gewijzigd is bij artikel 20 van de wet van 4 augustus 1996, teneinde bepaaldelijk de Koning in de mogelijkheid te stellen de zegelrechten uit te breiden tot het administratief kort geding. Bovendien wordt voorgesteld naar artikel 30 in zijn geheel te verwijzen. Men schrijve derhalve :

"Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 30, gewijzigd bij de wetten van 17 oktober 1990 en 4 augustus 1996;"

Tweede lid.

De artikelen 68 en 78 van het besluit van de Regent zijn respectievelijk vervangen bij artikel 9 van het koninklijk besluit van 15 juli 1956 en bij artikel 7 van het koninklijk besluit van 31 december 1968. Wat deze bepalingen betreft, zou het derhalve beter zijn te schrijven : "..., inzonderheid op artikel 68, vervangen bij het koninklijk besluit van 15 juli 1956, op artikel 70, gewijzigd bij ..., op artikel 71, gewijzigd bij het ..., en op artikel 78, vervangen bij het koninklijk besluit van 31 december 1968;"

Derde lid.

De artikelen 15bis en 15ter van het koninklijk besluit van 5 december 1991 vormen niet de rechtsgrond van

.../...

het ontworpen besluit en worden er niet door gewijzigd. Bovendien zijn ze nog niet in werking getreden. Artikel 6 van datzelfde besluit daarentegen wordt opgeheven door het ontworpen besluit. Overeenkomstig het gebruik schrijve men :

"Gelet op het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State, inzonderheid op artikel 6;"

Vierde lid.

Het zou beter zijn te schrijven :

"Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, ...".

Nieuw zesde lid.

Het is wenselijk dat in de aanhef wordt vermeld dat over het ontwerp overleg is gepleegd in de Ministerraad. Men schrijve :

"Gelet op de beraadslaging in de Ministerraad van 8 november 1996;"

.../...

Zesde lid, dat het zevende lid wordt.

Men schrijve :

"Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 11 december 1996 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;"

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1. In de inleidende zin zou het beter zijn te schrijven :

"... van de Raad van State, vervangen bij het koninklijk besluit van 15 juli 1956, wordt aangevuld als volgt :".

2. Artikel 1 van het ontwerp beoogt artikel 68 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 aan te vullen met het volgende lid :

"Wanneer artikel 70, § 1, tweede lid, wordt toegepast, worden in het arrest van de Raad van State terzelfdertijd de kosten van de vordering tot schorsing en deze van het verzoekschrift tot nietigverklaring begroot en wordt uitspraak gedaan over de bijdrage in de betaling ervan op het moment dat daarin uitspraak wordt gedaan over het verzoekschrift tot nietigverklaring".

.../...

Het is de bedoeling van de stellers van het ontwerp om het geheel van de kosten, zowel met betrekking tot de vordering tot schorsing als tot het verzoekschrift tot nietigverklaring, te laten opbrengen door de partij die wat het bodemgeschil betreft in het ongelijk wordt gesteld. Indien het verzoekschrift bijvoorbeeld afgewezen wordt, komen die kosten ten laste van de verzoeker, zelfs indien tevoren de schorsing van de tenuitvoerlegging van de bestreden handeling bevolen was. Deze regel behoort expliciet te worden opgenomen in het ontworpen besluit.

Deze doelstelling sluit uiteraard uit dat een eenvoudiger regel - zoals overigens in artikel 3 wordt vastgelegd - wordt aangenomen, waarbij de kosten van de schorsing bepaald worden in het arrest dat uitspraak doet over de vordering tot schorsing en ze ten laste worden gebracht van de partij die in het kort geding in het ongelijk wordt gesteld.

Op grond van deze precisering zou het eenvoudiger zijn de woorden "Wanneer artikel 70, § 1, tweede lid, wordt toegepast" te vervangen door de woorden "Wanneer de schorsing van de tenuitvoerlegging van een akte of een reglement van een administratieve overheid wordt gevorderd". De kosten moeten immers eveneens begroot worden wanneer geen verzoek tot voortzetting van de rechtspleging is ingediend.

3. In een aantal gevallen volgt op het verzoekschrift tot schorsing geen arrest waarbij uitspraak wordt gedaan over het verzoekschrift tot nietigverklaring.

.../...

De schorsing en de overige voorlopige maatregelen die zouden zijn bevolen vóór het indienen van het verzoekschrift tot nietigverklaring, moeten worden opgeheven indien geen enkel verzoekschrift tot nietigverklaring is ingediend binnen de in de procedureregeling vastgestelde termijn (1), doch rekening moet worden gehouden met de gevallen waarin die termijn om de ene of de andere reden nooit is beginnen te lopen (2) :

- indien de schorsing is bevolen en geen verzoek tot voortzetting van de rechtspleging is ingediend, is het ondenkbaar dat tot nietigverklaring kan worden besloten op grond van artikel 17, § 4bis, van de gecoördineerde wetten, als geen verzoekschrift tot nietigverklaring is ingediend;
- indien de schorsing is bevolen en om de voortzetting van de rechtspleging wordt verzocht, legt het ontbreken van een verzoekschrift tot nietigverklaring de annulatieprocedure stil;
- hetzelfde geldt indien de schorsing wordt afgewezen en een verzoek tot voortzetting van de rechtspleging op regelmatige wijze wordt ingediend;

(1) Artikel 17, § 3, derde lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

(2) Arresten GYAMFI en BADU, nr. 47.829 van 9 juni 1994 en SAVELLI, nr. 60.326 van 19 juni 1996.

- indien de schorsing afgewezen wordt en geen enkel verzoek tot voortzetting van de rechtspleging wordt ingediend, kan moeilijk overeenkomstig artikel 17, § 4ter, van de gecoördineerde wetten worden aangenomen dat de verzoeker geacht wordt afstand te doen van een geding dat hij nog niet in gang heeft gezet omdat hij geen verzoekschrift tot nietigverklaring heeft ingediend.

In die vier gevallen blijft het recht dat de verzoekende partij betaald heeft voor de vordering tot schorsing, de facto voor haar rekening, doch het hangt slechts van haar af om te voorkomen dat dit gevolg zich voordoet door een verzoekschrift tot nietigverklaring in te dienen.

Het tweede geval kan leiden tot een onbeperkte schorsing van de administratieve beslissing, terwijl de verwerende partij om de voortzetting van de rechtspleging heeft verzocht. Ook hiervoor bestaat een oplossing : het staat aan de verwerende partij om de geschorste handeling op regelmatige wijze openbaar te maken of ter kennis te brengen, teneinde de termijn voor het instellen van het annulatieberoep te doen ingaan. Het is zelfs mogelijk dat die kennisgeving uitgaat van de auditeur die ermee belast is de zaak te onderzoeken (1).

Hoe dan ook moet het ontwerp worden aangevuld, waarbij wordt voorgeschreven dat niet alleen in het arrest

(1) Arrest LEB0IS, nr. 33.736 van 10 januari 1990.

waarin uitspraak wordt gedaan over het verzoekschrift tot nietigverklaring, doch ook in het arrest dat bij gebreke van een verzoekschrift tot nietigverklaring de schorsing opheft (wanneer de termijn voor het instellen van een beroep ingegaan en verstreken is), beslist wordt over de bijdrage in de kosten.

Artikel 2.

1. Het is gebruikelijk in de inleidende zin alle uitdrukkelijke en nog geldende wijzigingen te vermelden die de gewijzigde bepaling reeds heeft ondergaan door gewoon de aard en de datum van de wijzigingstekst te vermelden; het zou dus beter zijn te schrijven :

"Art. 2. Artikel 70 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van 5 september 1952, 17 november 1955, 31 december 1968 en 24 maart 1983, wordt gewijzigd als volgt :".

2. Artikel 2, 1^o, a, van het ontwerp strekt ertoe artikel 70, § 1, van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 te wijzigen om het bedrag op te trekken van het recht dat van 4.000 frank verhoogd zou worden tot 7.000 frank.

Om ongerechtvaardigde ongelijke behandeling niet erger te maken, zou van de gelegenheid gebruik kunnen worden gemaakt om na te gaan of een bepaald aantal procedures die,

.../...

zonder duidelijke reden, kosteloos zijn, dienen te worden gehandhaafd. Zulks is in het bijzonder het geval met de procedures die onder de toepassing vallen van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen, waarvan artikel 8, § 7, de toepassing van artikel 70 van het Regentsbesluit uitsluit.

Bovendien wordt in de wetgevingstechniek inleidende volzin genoemd "de zin waarbij de tekst die gewijzigd wordt en de aard van de wijziging worden opgegeven" (1); dit geldt tevens in het Frans voor de term "liminaire" (2).

De uitdrukking "inleidende zin" ("liminaire") kan dus niet worden gebruikt voor het aangeven van de eerste zin van de gewijzigde tekst en moet dus vervallen.

3. Artikel 2, 1^o, c, van het ontwerp strekt ertoe een tweede lid toe te voegen aan de eerste paragraaf van artikel 70 van het Regentsbesluit, om het geval te regelen waarin de schorsing van de tenuitvoerlegging van een akte of reglement wordt gevorderd; deze bepaling heeft alleen betrekking op de betaling van het recht, met uitsluiting van de bijdrage in de kosten.

Het beginsel dat door de stellers van het ontwerp wordt gehuldigd, is dat het recht voor het verzoekschrift

(1) Handleiding bij de wetgevingstechniek, blz. 62.

(2) *ibid.*, blz. 63.

tot nietigverklaring in dat geval wordt betaald op het tijdstip waarop het verzoek tot voortzetting van de rechtspleging wordt ingediend door de partij die om de voortzetting van de rechtspleging verzoekt.

Ten aanzien van het recht voor het verzoekschrift tot nietigverklaring geldt dat het, krachtens artikel 70, § 3, van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, evenveel keer zal moeten worden betaald als er verzoekers zijn, zelfs als het gekweten moet worden door de verwerende partij of door de persoon die belang heeft bij de beslechting van het geschil. Het recht hoeft daarentegen slechts éénmaal te worden betaald voor elke verzoeker, zelfs indien er verscheidene verwerende partijen zijn, die verzoeken of kunnen verzoeken om de voortzetting van de rechtspleging.

Ter wille van de rechtszekerheid zou het nuttig zijn dat die regels uitdrukkelijk in het ontworpen besluit worden vermeld.

4. Krachtens artikel 68, tweede lid, van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948, dat door het ontwerp dat thans wordt onderzocht niet wordt gewijzigd, wordt het recht "in debet begroot" wanneer de vordering of het verzoek is ingesteld "door de Staat, een provincie, een gemeente of een openbare instelling".

Uit de door de gemachtigde van de minister verstrekte uitleg blijkt dat deze bepaling van toepassing is op

.../...

het verzoek tot voortzetting van de rechtspleging dat de verwerende partij, een administratieve overheid, indient als gevolg van een arrest waarbij de schorsing is bevolen; het recht wordt in dat geval in debet begroot.

Pro memorie zij erop gewezen dat de in debet begrote rechten worden voorgeschoten door de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen, en worden geboekt als uitgaven op de rekeningen ten bezware van de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken (1).

Indien deze oplossing wordt aanvaard, zou het ontwerp, in het beschouwde geval, uitdrukkelijk de toepassing van artikel 68, tweede lid, moeten memoreren. Tevens zou het gepast zijn de tekst van dit artikel aan te passen aan de hervormde instellingen, ook al wordt hij thans niet letterlijk opgevat.

5. De omstandigheid dat het recht voor het verzoekschrift tot nietigverklaring eerst wordt betaald op het tijdstip van het verzoek tot voortzetting van de rechtspleging, kan redelijkerwijze niet rechtvaardigen dat de Raad van State voortaan, wanneer bij hem een vordering tot schorsing en een verzoekschrift tot nietigverklaring aanhangig worden gemaakt, verhinderd wordt om de artikelen 93 of 94 van de algemene procedureregeling toe te

(1) Naar C. LAMBOTTE, La procédure devant le Conseil d'Etat, Nemesis, 1987, blz. 248.

passen in de loop van de schorsingsprocedure. De gemachtigde van de minister heeft die toepassing bevestigd.

Ter wille van de rechtszekerheid dient het ontwerp te worden aangevuld om dat geval in die zin te regelen en om duidelijk te maken dat de procedure hier versneld wordt zonder dat het verzoekschrift tot nietigverklaring aanleiding geeft tot het betalen van het recht dat reeds is gekweten op de vordering tot schorsing, aangezien er geen verzoek tot voortzetting van de rechtspleging zal komen.

6. Het is tevens nuttig uitdrukkelijk te bepalen dat de Raad van State bij één en hetzelfde arrest uitspraak kan doen over de vordering tot schorsing en over het verzoekschrift tot nietigverklaring, zonder dat een verzoek tot voortzetting van de rechtspleging hoeft en dus zonder dat naar aanleiding daarvan een recht is betaald, wanneer verzoeker in de loop van de schorsingsprocedure afstand doet of wanneer de bestreden handeling wordt ingetrokken en er geen grond meer is om uitspraak te doen.

7. In de tekst van het onderzochte lid behoren de volgende correcties te worden aangebracht :

- tussen de woorden "vastgesteld in het eerste lid, 2º, slechts" en de woorden "betaald voor" dient het bijwoord "onmiddellijk" te worden ingevoegd.

.../...

- er moet niet alleen naar artikel 15bis van het koninklijk besluit van 5 december 1991 worden verwezen maar ook naar artikel 15ter van hetzelfde besluit;
- de woorden "is ten laste van de partij die de voortzetting vraagt van de procedure", die een probleem van bijdrage in de kosten aan de orde stellen, moeten vervangen worden door de woorden "wordt gekweten door de persoon (1) die verzoekt om de voortzetting van de rechtspleging".

Tevens is het noodzakelijk te bepalen dat wanneer in een collectief verzoekschrift tot nietigverklaring een van de verzoekers tot nietigverklaring niet behoort tot degenen die de schorsing hebben gevorderd en het voor die vordering verschuldigde recht dus niet heeft gekweten, deze persoon, op straffe van niet-ontvankelijkheid, onmiddellijk op het verzoekschrift tot nietigverklaring het voor dat laatste verzoekschrift verschuldigde recht moet betalen.

8. Artikel 2, 2°, van het ontwerp strekt ertoe het recht te verhogen dat moet worden betaald voor het verzoekschrift tot tussenkomst.

(1) In het geval omschreven in artikel 17, § 4bis, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996, kan het verzoek tot voortzetting van de rechtspleging worden ingediend door degene die belang heeft bij de beslechting van het geschil, waarbij deze persoon mogelijk geen partij in het geding is;

Aangezien de persoon die belang heeft bij de beslechting van het geschil, indien hij vrijwillig wenst tussen te komen in de schorsingsprocedure en in de annulatieprocedure, twee verzoekschriften tot tussenkomst moet indienen, een voor iedere procedure, zal hij in dat geval tweemaal het recht van 5.000 frank moeten betalen.

Een moeilijkheid doet zich voor wanneer de schorsing wordt toegewezen en wanneer deze persoon vreest dat de verwerende partij verzuimt de voortzetting van de rechtspleging te vragen. Hij zal, met toepassing van het ontworpen artikel 70, § 1, tweede lid, een nieuw recht van 7.000 frank moeten betalen dat overeenstemt met het verschuldigde recht voor het verzoekschrift tot nietigverklaring, welk bedrag in voorkomend geval wordt vermenigvuldigd met het aantal verzoekers.

Degene die wenst tussen te komen in de schorsing- en annulatieprocedures en die om de voortzetting van de rechtspleging wenst te verzoeken, zal dus een minimumbedrag van 17.000 frank moeten betalen. Dit bedrag kan hoger liggen : als er vijf verzoekers zijn zal het recht 45.000 frank bedragen.

Zulk een situatie, die afbreuk doet aan het recht van een belanghebbende om doeltreffend tussen te komen in het geding, lijkt discriminerend te zijn. Dit kan worden voorkomen door te bepalen dat het recht dat bij het verzoek om voortzetting van de rechtspleging moet worden betaald door degene die belang heeft bij de beslechting van het geschil, eveneens in debet wordt begroot, zoals dat geschiedt voor de verwerende partij, ten aanzien waarvan de belanghebbende de lijdelijkheid wil ondervangen.

.../...

Artikel 3.

1. Zoals gebruikelijk is, zou de inleidende zin beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 3. Artikel 71 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 31 december 1968, wordt gewijzigd als volgt :".

2. In onderdeel 1^o leze men : "De rechten genoemd in het voorgaande artikel ...".

3. Artikel 3, 1^o, van het ontwerp strekt ertoe artikel 71 van het Regentsbesluit van 23 augustus 1948 te wijzigen. Het derde lid van de ontworpen bepaling wil het geval regelen dat in de vordering tot schorsing de uiterst dringende noodzakelijkheid wordt aangevoerd; daarbij behoren de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

- De tekst voorziet niet in het geval dat, in een schorsingsprocedure bij uiterst dringende noodzakelijkheid, het verzoekschrift tot tussenkomst wordt ingediend op de terechtzitting in de loop waarvan uitspraak zal worden gedaan op de vordering tot schorsing; in de bepaling zou moeten worden vermeld hoe het recht in dat geval moet worden gekwet.
- Het gebruik van de uitdrukking "uitspraak doen" voor het geval waarin het arrest de voorlopige schorsing weigert, wijst erop dat dit arrest definitief uitspraak doet over

.../...

de bijdrage in de kosten, met uitzondering dus van het arrest betreffende het verzoekschrift tot nietigverklaring. Daarentegen wordt niets bepaald voor het geval dat het arrest weigert een voorlopig bevolen schorsing te bevestigen.

- Het is niet juist te stellen dat "de hoofdgriffier belast (is) met de inning ervan (de kosten), conform artikel 69, tweede lid, indien het recht (...)", aangezien de rol van de griffier zich krachtens de laatstgenoemde bepaling beperkt tot het toezenden van een afschrift van het arrest en van een opgave van de in te vorderen bedragen aan de ontvanger der registratie en domeinen.

4. In onderdeel 2° zou het beter zijn te schrijven : "In het derde lid, dat het vijfde lid wordt, worden de woorden ...".

Artikel 4.

1. Zoals gebruikelijk is zou het beter zijn de inleidende zin als volgt te redigeren :

"Art. 4. In artikel 78 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van 31 december 1968, worden de woorden ...".

2. De verwijzing naar artikel 18 moet vervallen aangezien voor het instellen van een vordering tot het bevelen van voorlopige maatregelen geen recht hoeft te worden betaald.

.../...

3. In het verslag aan de Koning wordt uitgelegd dat een van doeleinden van de ontworpen bepaling erin bestaat de verwijzing naar de wet van 23 december 1946 te vervangen door een verwijzing naar de artikelen van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973.

Om dezelfde redenen zou een soortgelijke aanpassing moeten worden aangebracht in artikel 67 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948.

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. Zo bijvoorbeeld schrijve men, onder voorbehoud van de voorgaande opmerkingen in artikel 1, in het nieuw ontworpen lid, "... terzelfder tijd de kosten van de vordering tot schorsing en die van het verzoekschrift ...". In artikel 2 schrijve men in 1º "In § 1" i.p.v. "aan § 1"; in 2º, c), van hetzelfde artikel schrijve men "of die al dan niet ... is ingediend" alsook "bedoeld in" i.p.v. "bedoeld bij". De laatste opmerking geldt voor geheel het ontwerp.

In artikel 3 schrijve men in het ontworpen artikel 71, eerste lid, "... plakzegels van het type bepaald voor de heffing van het zegelrecht ...". In het derde lid van hetzelfde ontworpen artikel 3 schrijve men "... moet het recht, vastgesteld in artikel 70, § 1, 2º, betaald worden voordat ... schorsing, indien dat recht niet betaald is op het origineel van de vordering". Tevens schrijve men "met

.../...

toepassing van" i.p.v. "in toepassing van"; het slot van hetzelfde derde lid moet als volgt luiden : "indien het recht bedoeld in het voorgaande lid niet betaald is op het origineel van de vordering tot schorsing".

In artikel 6 zou het beter zijn te schrijven : "Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand na die waarin het is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président,
voorzitter,

Y. KREINS,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

J. GIELISSEN,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. M. QUINTIN, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par
M. B. CUVELIER, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. M. QUINTIN, auditeur.
De nota van het Coördinatie-
bureau werd opgesteld en toe-
gelicht door de H. B. CUVELIER,
adjunct-referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.